

COORDINATION NATIONALE
POUR LE CHANGEMENT ET LA DÉMOCRATIE

Marche à Alger le 12 février

● Ali Yahia Abdenour a fait la proposition de retenir la date du 12 février pour une marche pacifique à travers le pays.

La marche nationale pacifique pour exiger «le départ du système» aura lieu, finalement, le 12 février prochain à Alger. Les membres de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie, réunis hier à Alger, ont tranché en faveur de cette date au lieu de la journée du 9 février proposée la semaine dernière. C'est le président d'honneur de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (LADDH), Ali Yahia Abdenour, qui est à l'origine de cette proposition, dès l'ouverture des travaux de la réunion d'hier.

Et le consensus s'est vite réalisé. «Le 12 février sera un samedi. C'est une journée non ouvrable et donc les travailleurs et les étudiants peuvent participer à cette action», explique la majorité des intervenants qui étaient plus nombreux à venir participer à cette réunion. En effet, de nombreuses organisations et partis politiques ont rejoint cette coordination à partir d'hier. Il s'agit notamment du Comité national pour la liberté de la presse (CNLP), du PST, du Parti pour la laïcité et la démocratie (PLD), de l'association Nejma, de l'Association des victimes d'Octobre 1988 (AVO 88) et des représentants des archs. Environ 200 personnes ont participé à cette réunion qui a duré plusieurs heures. Après avoir retenu le principe de la marche et tranché la question de la date, les participants ont abordé les objectifs de l'action. Marcher pour demander quoi ? Chacun des membres de la coordination a pris la parole pour exposer ses suggestions. Première revendication : la levée de l'état d'urgence, maintenu illégalement depuis 1992 (19 ans déjà). Pour cela, tout le monde est d'accord. Mais c'est insuffisant. D'autres



La réunion de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie tenue jeudi à Alger

propositions ont été exposées. «Il faut exiger le départ du système. Ce n'est pas une question de personnes», explique la majorité des intervenants. «Système dégage ! C'est celui-là le slogan qu'on devra adopter», soutiennent d'autres, en citant l'exemple de la Tunisie et de l'Egypte. «Nous n'avons pas le droit de décevoir. Ce que nous voulons, c'est le départ du système et du pouvoir (...) Il faut maintenir la pression», lance Rabah Abdallah au nom du CNLP.

«UN REMANIEMENT DU GOUVERNEMENT NE CHANGERA RIEN»

La même demande est appuyée par des responsables du RCD, du comité citoyen de Aïn Benian, des représentants des archs et par plusieurs représentants des associations et partis présents dans la salle de conférences de la Maison des syndicats. Les représentants du Parti socialiste des travailleurs (PST), de l'association Nejma et

ceux des différents comités des étudiants de l'université de Tizi Ouzou, eux, ont axé sur la nécessité d'inclure dans les revendications les problèmes sociaux. Ils énumèrent en particulier le chômage des jeunes, la crise du logement et la détresse de l'enseignement (éducation et enseignement supérieur). Cela a donné suite à un houleux débat. Il a fallu plusieurs interventions et explications pour arriver à un consensus.

A la fin de la réunion, les membres de la coordination se sont entendus sur un smig de revendications, en l'occurrence «l'exigence de la levée de l'état d'urgence, l'ouverture du champ politique et médiatique, et la libération des personnes arrêtées pour des raisons de manifestations ou de délits d'opinion». Il y avait, toutefois, une seule question qui est restée sans solution : demander ou pas une autorisation de la marche. Alors que plusieurs intervenants ne voient aucune utilité de celle-ci, Ali Yahia Abdenour es-

time le contraire. «Qu'ils refusent (les pouvoirs publics) ou non, il faut demander une autorisation. Il y a une opinion internationale qui suit avec attention ce qui se passe dans le pays et elle sera avec nous si les autorités refusent d'autoriser cette action», explique-t-il.

Avant de se séparer, les responsables de cette coordination se sont mis d'accord sur la mise en place d'une commission technique qui sera chargée de l'organisation de cette action. L'itinéraire à suivre lors de cette marche sera communiqué, explique le président de la LADDH, Mustapha Bouchachi, deux jours avant la date retenue pour l'organisation de la manifestation. Interrogé sur l'éventuel remaniement du gouvernement et son influence sur la démarche entreprise par la coordination, Mustapha Bouchachi affirme que cela ne «changera rien». «Nous demandons plus de libertés et une démocratie réelle», précise-t-il.

Madjid Makedhi